

**Barack Obama en France :  
Handicap International mobilise les citoyens français  
pour que les Etats-Unis interdisent les bombes à sous-munitions (BASM)**

**Lyon, le 02 avril 2009. A l'occasion de la venue de Barack Obama en France le 4 avril, Handicap International mobilise les citoyens français afin qu'ils interpellent le président américain sur la question des bombes à sous-munitions (BASM) et que les Etats-Unis signent le Traité d'Oslo d'interdiction des BASM. Leur adhésion au traité est le seul moyen de faire cesser la menace représentée par les 700 millions de sous-munitions détenues dans leurs stocks. Handicap International interpelle également la France, qui s'apprête à réintégrer le commandement militaire de l'OTAN, afin qu'elle fasse pression sur ses alliés, notamment les Etats-Unis, pour les inciter à interdire les BASM.**

Plus de 400 000 citoyens français sont contactés cette semaine par Handicap International (par mailing papier ou électronique) afin de faire entendre leur voix auprès du président américain. En tant que candidat, celui-ci avait en effet indiqué en septembre 2008 qu'il soutenait « *vivement les initiatives internationales limitant les dangers des armes conventionnelles pour les civils* » et qu'il souhaitait « *reconquérir le leadership sur cette question en rejoignant nos alliés dans les négociations* ». Cette vaste opération de mobilisation vise à adresser un message clair à Barack Obama : il doit concrétiser les espoirs placés en lui en matière de désarmement, en signant le Traité d'Oslo d'interdiction des bombes à sous-munitions du 3 décembre 2008 déjà signé par 96 Etats, dont les principaux alliés des Etats-Unis (18 des 26 Etats membres de l'OTAN).

La récente loi américaine interdisant l'exportation de sous-munitions ayant un taux d'échec supérieur à 1% est certes un pas majeur dans la régulation des pratiques américaines en matière de BASM. Cependant, pour Handicap International, cette loi ne suffit pas pour faire cesser la menace que représentent les sous-munitions américaines. Elle place même les Etats-Unis dans la position paradoxale de s'autoriser l'utilisation d'une arme dont ils interdisent l'exportation.

Avec au moins 700 millions de sous-munitions stockées dans leurs arsenaux militaires, les Etats-Unis possèdent l'un des plus importants stocks de sous-munitions au monde. Chaque utilisation américaine de sous-munitions s'est soldée par un bilan particulièrement lourd pour les populations civiles. Après leur largage au dessus du Cambodge (1969-1973), du Laos (1965-1973), de l'Afghanistan (2001-2002) ou de l'Irak (1991 et 2003), les sous-munitions américaines continuent de polluer les zones civiles parfois des décennies après la fin des conflits.

La France rejoignant le commandement intégré de l'OTAN va également devoir faire face à ses contradictions. La France a signé le Traité d'Oslo d'interdiction des BASM, les Etats-Unis non. Cette réintégration impliquera une coopération militaire plus étroite avec les pays membres, notamment les Etats-Unis. En cas d'opérations militaires conjointes, la France pourra-t-elle se rendre complice d'utilisation d'armes qu'elle a elle-même interdites ? Pour résoudre cette contradiction, Handicap International appelle les dirigeants français à tout mettre en œuvre pour que leurs partenaires, au premier rang desquels les Etats-Unis, signent le Traité d'Oslo.

*Alors qu'ils ont interdit l'exportation des mines antipersonnel en 1992 et qu'ils n'en produisent plus depuis 1997, les Etats-Unis n'ont toujours pas signé le Traité d'Ottawa contre les mines antipersonnel entré en vigueur en 1999. Ce traité regroupe pourtant 156 Etats Parties dont de nombreux alliés des Etats-Unis (notamment tous ses alliés de l'OTAN, sauf la Pologne qui a signé mais pas ratifié). Le dixième anniversaire du Traité d'Ottawa (avec la conférence d'examen à Cartagena, Colombie, en novembre 2009) devrait être également l'occasion d'un changement de politique des Etats-Unis en matière de désarmement.*

**Plus d'informations sur : [www.sousmunitions.fr](http://www.sousmunitions.fr)**

**Contact presse :**

Sophie Couturier : 01 43 14 87 02 / 06 60 97 09 38 / [scouturier@handicap-international.org](mailto:scouturier@handicap-international.org)